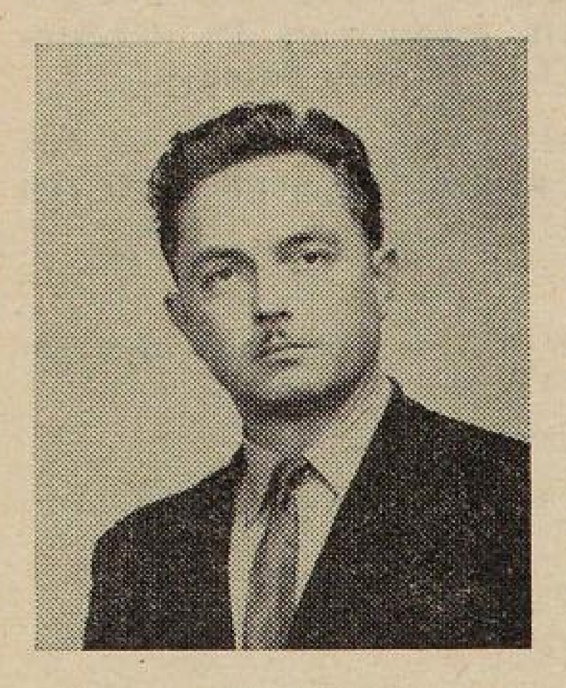


Maurice FAIVRE-PICON

42 ans, Ouvrier de l'industrie chimique depuis 15 ans.
Né en 1926 à Saint-Maurice-en-Montagne (Jura). Marié et père de trois enfants, il habite Damparis où il a participé à toutes les luttes des travailleurs.
Militant syndical sur le plan local et départemental, il assume de hautes responsabilités. Conseiller municipal de Damparis depuis mars 1965, Membre du Comité de la Fédération du Jura de notre Parti, il s'est révélé dans ces diverses responsabilités comme un administrateur conséquent.

2e Circonscription — DOLE

Élections Législatives du 23 Juin 1968

CANDIDAT DU Parti Communiste Français

pour un GOUVERNEMENT POPULAIRE et d'UNION DÉMOCRATIQUE



André LAPLACE

REMPLAÇANT EVENTUEL

42 ans, né à Barézia (Jura), Ouvrier métallurgiste, Conseiller Municipal de Champagnole, Membre du bureau de l'Association départementale des Elus Républicains municipaux et cantonaux.
Secrétaire de la Fédération Communiste du Jura.

ELECTRICES, ELECTEURS,

Il y a dix ans, le Général de Gaulle revenait au pouvoir, non à la suite d'un verdict démocratique, mais sous la pression de généraux rebelles.

Il y a quinze mois, la politique de son gouvernement était condamnée par le pays ; une majorité parlementaire branlante se montrait incapable d'accoomplir un travail législatif fructueux et abdiquait en permettant au gouvernement de légiférer par ordonnances.

Aujourd'hui, c'est une **faillite monumentale** que le corps électoral est appelé à sanctionner.

Le système scolaire et universitaire (dont Monsieur Pompidou se déclarait tout particulièrement satisfait en Mars 1967) s'effondre sous la poussée d'une jeunesse qui refuse le sort que le régime lui a réservé.

La grève générale arrache en quelques jours la satisfaction de revendications dont pendant des années le Pouvoir avait refusé même de discuter.

Cette faillite est le résultat d'une **politique antisociale** qui frappe tous les travailleurs, manuels et intellectuels, citadins ou ruraux, salariés ou indépendants. Cela n'a rien d'étonnant quand on sait que les membres du gouvernement, à commencer par Monsieur Pompidou, sont tous liés aux Banques et aux grosses sociétés industrielles et que parmi les parlementaires du régime il n'y a **aucun** ouvrier.

A cette crise il n'y a qu'une solution logique, qu'une solution normale, qu'une solution démocratique : un gouvernement populaire d'union démocratique appuyé sur une majorité de gauche.

Mais pour retarder l'échéance, de Gaulle, obligé d'admettre la faillite de sa politique en dissolvant l'Assemblée, tente de **fausser le résultat** de la consultation populaire en s'efforçant d'**intimider les travailleurs** après les avoir **provoqués.**

Les Français ne se sont pas laissé provoquer : la grève générale du 13 Mai a répondu dans l'ordre le plus parfait aux violences policières contre les étudiants.

La grève revendicative s'est déroulée dans le calme, sans violence ni dégâts, malgré les atermoiements du pouvoir ; les travailleurs disciplinés ont mené leur lutte dans l'unité sous la direction de leurs organisations syndicales.

Les Français ne se laisseront pas intimider : la classe ouvrière a montré ses capacités d'initiative et d'organisation, sa maturité politique. C'est elle qui, par sa fermeté et sa discipline, a évité l'anarchie que les manœuvres du pouvoir ont au contraire favorisée. **Ce sont les travailleurs, producteurs des richesses nationales, et non les politiciens de la bourgeoisie qui doivent prendre en main les destinées du pays.**

C'est dans cette perspective que le Parti Communiste Français présente aux Electrices et aux Electeurs le programme qu'il proposait dès Mars 1967, **car les événements ont prouvé qu'il garde toute son actualité :**

— Pour assurer à tous du travail et un salaire décent :

1) Nationalisation des grandes entreprises et des banques d'affaires pour que les Pouvoirs Publics puissent opérer dans toutes les régions et dans toutes les branches importantes les investissements nécessaires ;

2) Pas de salaire inférieur à 60.000 F par mois — revalorisation des retraites et pensions ;

3) Abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes — pas de retraite inférieure à 25.000 F par mois ;

4) Satisfaction des revendications des Anciens Combattants et Victimes de Guerre ;

5) Relèvement de l'abattement à la base de l'impôt sur le revenu à 500.000 F par part.

— Pour assurer le bon fonctionnement des services publics et permettre à l'Etat de faire face à ses obligations :

1) Suppression des privilèges fiscaux accordés aux grandes sociétés et à leurs dirigeants ;

2) Arrêt de la construction de la « force de frappe » — Ratification du traité de Moscou et recherche du désarmement général et contrôlé ;

3) Un quart du budget pour l'Education Nationale — Nationalisation de l'Enseignement et stricte observation de la laïcité de l'Etat.

— Pour permettre aux agriculteurs et travailleurs indépendants (commerçants et artisans) de continuer leur activité dans de bonnes conditions :

1) Soutien des exploitations familiales sans discrimination et aide aux coopératives ;

2) Création de nouveaux débouchés par l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, par des mesures permettant l'écoulement de contingents garantis à des prix assurés, par l'extension des relations avec les pays complémentaires du nôtre, les pays socialistes en particulier, au moment où apparaissent illusoires les ententes avec les pays concurrents du Marché Commun ;

3) Abrogation de la loi d'extension de la T.V.A.

— Enfin, suppression des articles de la Constitution qui permettent au Président de la République d'exercer un pouvoir personnel (art. 16 par exemple) et rétablissement des droits du Parlement (initiative des lois et des dépenses), respect des libertés communales et aide aux collectivités locales.

La réalisation progressive d'un tel programme est possible par **l'action unie des forces de gauche.**

Un gouvernement d'union démocratique appuyé sur une majorité de gauche pourrait assurer l'application immédiate des mesures prévues par le « plan d'urgence économique et social » adopté le 3 Juin par le Parti Communiste Français et la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste sur la base du document commun du 24 Février dernier.

Ce document lui-même fournit les éléments d'une politique permettant de gérer dans la stabilité les affaires du pays.

C'est aux Electrices et aux Electeurs de rendre possible, par leur suffrage, une solution démocratique de la crise actuelle.

— Pour la satisfaction de toutes les revendications, et en particulier l'abrogation des ordonnances contre la Sécurité Sociale, pour la réforme démocratique de l'Université,

— Pour que les concessions arrachées ne puissent être remises en cause, pour l'extension des libertés syndicales, pour l'échelle mobile des salaires et l'indexation des prix agricoles,

— Pour le vote à 18 ans, pour la liberté et la démocratie,

VOTEZ dès le premier tour pour les candidats du Parti Communiste Français,

M. FAIVRE-PICON et A. LAPLACE

Vu les Candidats

I. B. R. Lons